

Ordonnances Macron, uberisation, baisse des APL, hausse de la CSG...

STOP !

Sécurisons les travailleurs, pas les actionnaires !

Après la réussite de la journée du 12 septembre (400.000 participants) et une très belle fête de l'Humanité (550.000 participants), **amplifions la mobilisation !**

8,5 millions de pauvres (+800.000 en 4 ans), 12 millions de personnes fragilisées par leur logement, 10 millions de personnes au chômage ou en situation de sous-emploi... Dans une telle situation la politique d'Emmanuel Macron est indécente et inacceptable, qu'il s'agisse de la baisse de 5 euros de l'APL, de la nouvelle loi travail qui va faciliter les licenciements et dégrader les conditions de travail ou de la réforme de l'ISF qui est un cadeau de 3 milliards aux amis du nouveau Président des riches !

Pour les communistes, l'heure est à combattre les mesures gouvernementales et à placer au cœur de l'alternative politique un nouveau projet de sécurité sociale qui repose sur trois piliers : **étendre la protection sociale, gagner de nouveaux pouvoirs pour les travailleurs, libérer le travail du coût du capital.**



Un nouveau projet de sécurité sociale, c'est :

→ **Étendre la protection sociale :**

✎ Une sécurité d'emploi et de formation pour étendre la sécurité sociale au travail, à l'opposé de l'uberisation voulue par le pouvoir, avec la création d'un service public de l'emploi, profondément transformé, garantissant les revenus et les droits de chacun-e. Ce ne sont pas les actionnaires qu'il faut sécuriser mais les travailleurs, salariés comme indépendants !

✎ La défense et le développement de la sécurité sociale avec la généralisation progressive de la prise en charge à 100 % pour tous les soins.

✎ Le développement des services publics, notamment des transports, de l'éducation, de la santé, de la culture. Cela suppose de remettre en cause l'austérité budgétaire et de mettre fin aux baisses de dotations aux collectivités locales.

→ **Gagner de nouveaux pouvoirs dans nos entreprises** pour en finir avec la toute puissance patronale qui ne vise qu'à augmenter la rentabilité de la production pour augmenter le profit des actionnaires. Nous voulons lui opposer un partage du pouvoir par les travailleurs dans de nouvelles coopératives de travail utiles aux besoins humains et à la protection de la planète.

→ **Libérer le travail du coût du capital**, c'est à dire des intérêts payés aux banques et des dividendes versés aux actionnaires. Ce n'est plus possible de laisser aux grandes banques privées un droit de vie ou de mort sur nous-mêmes ou les entreprises du pays ! Pour financer la réponse aux besoins humains, nous voulons des banques publiques au service de nos besoins, du développement de l'emploi de qualité et de projets écologiques.